

Questions orales

L'hon. Charles Mayer (ministre d'État (Commission canadienne du blé)): Monsieur le Président, le communiqué publié hier à l'issue de la réunion de l'OCDE a ceci d'important que, pour la première fois, les 24 pays membres de l'OCDE ont fait une déclaration unanime sur l'agriculture.

Des voix: Bravo!

M. Mayer: Il me semble qu'il y a lieu de féliciter le premier ministre du leadership dont il a fait preuve, ainsi que les deux ministres de son Cabinet qui l'accompagnaient à cette réunion.

LA RÉUNION DU GROUPE DE CAIRNS

M. Maurice Foster (Algoma): Monsieur le Président, le ministre signale que le premier ministre mérite également des félicitations. Le premier ministre a laissé savoir que le groupe de Cairns sur le commerce des céréales allait se réunir ici la semaine prochaine. Étant donné que les deux belligérants sont la CEE et les États-Unis, ce dernier pays étant l'un des signataires de l'entente d'hier, le ministre va-t-il inviter des représentants de la CEE et des États-Unis à participer à la rencontre du groupe de Cairns la semaine prochaine? Puisqu'il s'agit des deux principaux protagonistes de cette guerre commerciale, peut-on vraiment arriver à des résultats utiles sans la présence de ces deux adversaires? Comment imaginer un traité de paix auquel ne seraient pas associées les parties en lice?

L'hon. Charles Mayer (ministre d'État (Commission canadienne du blé)): Monsieur le Président, le député doit savoir que la première réunion du groupe a eu lieu en août dernier à Cairns, en Australie, d'où l'appellation «groupe de Cairns». Il est composé de 14 pays dont les pratiques sont dites équitables en matière de commerce agricole. Le groupe ne s'intéresse pas seulement aux céréales. La Thaïlande, par exemple, s'intéresse beaucoup au riz et bon nombre de pays en voie de développement qui y participent le font parce qu'ils s'intéressent au sucre de canne et de betterave.

Les États-Unis et la Communauté économique européenne ont assisté à la réunion de Cairns à titre d'observateurs, tout comme le Japon. Leur participation à titre d'observateurs a été sollicitée afin qu'ils puissent contribuer aux délibérations. Ils n'ont donc certainement pas été oubliés. Toutefois, le groupe de Cairns vise avant tout à réunir 14 pays qui estiment que leurs pratiques en matière de commerce agricole sont équitables pour qu'ils fassent front commun dans un dialogue avec d'autres pays qui, estime-t-on, sont à l'origine du problème, soit les pays de la Communauté économique européenne, les États-Unis et le Japon.

LE SOUTIEN AGRICOLE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

M. Lorne Nystrom (Yorkton—Melville): Monsieur le Président, la question que je pose à mon tour au ministre d'État chargé de la Commission canadienne du blé a trait à l'accord intervenu entre les pays de l'OCDE, à la guerre que se livrent dans le monde les pays exportateurs de grains, à l'absence jusqu'à maintenant de tout délai pour respecter l'accord et au fait que ceux qui ne le respecteraient pas ne sont passibles d'aucune peine jusqu'ici. Tous ces aspects restent à mettre au point dans le cadre des négociations du GATT qui doivent avoir lieu en Uruguay.

Je tiens à poser au ministre une question précise que certains représentants agricoles m'ont posée ce matin. Ceux-ci s'inquiètent de savoir si nous sommes assurés que les pays du marché

commun européen et les États-Unis qui sont, pour ainsi dire, les principaux responsables de cette guerre commerciale, seront les premiers à éliminer les énormes subventions qu'ils accordent à leurs agriculteurs respectifs avant que le Canada ne soit invité à réduire les siennes. Le ministre pourrait-il nous donner l'assurance que le Canada ne réduira pas l'aide qu'il accorde à ses agriculteurs avant que les pays producteurs en arrivent au moins à s'entendre sur les règles du jeu, voire même à ce moment-là?

L'hon. Charles Mayer (ministre d'État (Commission canadienne du blé)): Monsieur le Président, telle est la position du gouvernement et telle est la position du monde agricole. Nous estimons que si nous fournissons de l'aide à nos agriculteurs, c'est en fait pour leur permettre de survivre en présence de cette sorte de guerre que se livrent les Européens et les Américains.

J'irai même jusqu'à dire que, au début des années 70, le Canada a décidé de son propre chef de réduire sa production globale. Nous n'avons absolument pas l'intention de répéter l'expérience, à moins d'obtenir l'assurance que les autres pays exportateurs de grains vont nous imiter.

● (1500)

L'ENGAGEMENT DU GOUVERNEMENT ENVERS LES AGRICULTEURS

M. Lorne Nystrom (Yorkton—Melville): Monsieur le Président, je remercie le ministre de sa réponse. Une autre inquiétude dont un certain nombre d'agriculteurs et de représentants d'organismes agricoles m'ont fait part ce matin a trait au fait que le gouvernement, comme nous le savons, ne s'est pas encore engagé, du moins publiquement, à verser un paiement d'appoint l'automne prochain. Nous savons du moins que telle est la position officielle.

Le ministre peut-il assurer à la Chambre que l'entente conclue hier à Paris ne compromettra nullement le versement d'un paiement d'appoint l'automne prochain et n'aura aucune incidence sur sa décision d'en verser ou non? Peut-il nous assurer que ce qui est arrivé hier à Paris n'influencera pas le gouvernement dans sa décision de verser ou non l'an prochain un paiement d'appoint qui pourrait garantir aux agriculteurs un prix final qui ne sera pas inférieure à celui qu'ils ont reçu pour la récolte de l'année dernière?

L'hon. Charles Mayer (ministre d'État (Commission canadienne du blé)): Monsieur le Président, le député aurait sûrement dû dire en avant-propos que ce qui s'est passé hier à Paris à la réunion de l'OCDE constitue un pas dans la bonne voie et une bonne nouvelle.

Des voix: Bravo!

M. Mayer: Quant au soutien que le gouvernement a accordé à l'agriculture, il est considérable. Il a connu une croissance spectaculaire, de 350 p. 100.

Le ministre des Finances a déclaré hier que ce n'est pas parce qu'on en est arrivé à une trêve que les programmes de soutien vont disparaître, car on ne peut laisser les agriculteurs en plan. Voilà, de la part du ministre des Finances s'exprimant au nom du gouvernement, un engagement très ferme à continuer de soutenir les agriculteurs.